

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

- production agricole : + 1,5 %
- IPAMPA* : + 0,8 %
- production agroalimentaire : + 0,5 %
- consommation alimentaire : + 0,2 %

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (4^{ème} trim. 2020)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- solde commercial français : 2 284 M€
- solde commercial Hauts-de-France : - 94 M€ (4^{ème} trim. 2020)

- Cours du baril de pétrole Brent : 66,54 \$ + 17 % sur un trimestre (14/04/2021)

- Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,2 \$ + 8 % sur un trimestre 14/04/2021)

- Croissance du PIB : - 1,4 %

- Déficit budgétaire : - 9,2 % du PIB

- Dette publique : 115,7 % du PIB (4^{ème} trim. 2020)



CONSOMMATION : des achats de fruits et légumes frais au plus haut en 2020

Selon le bilan réalisé par FranceAgrimer, le CTILF et Interfel, la valeur des achats de fruits et légumes frais par les ménages français bondit de 12.6 % en 2020 contre 8.6 % pour l'ensemble des produits frais. Cette progression s'explique tant par la hausse des volumes que des prix.

Une hausse de 4.9 % des volumes de fruits et légumes frais achetés par les ménages en 2020

Sans surprise la progression des volumes achetés est particulièrement marquée pendant le premier confinement avec un pic en avril (+ 25 % par rapport à 2019). Par ailleurs, les ménages faisant leurs courses moins régulièrement, les quantités achetées par acte augmentent de 6.4 %. Les légumes préemballés sont davantage prisés par les consommateurs (+ 10.2 %) ainsi que les asperges (+ 14.8 %), les choux fleurs (+ 9.3 %) ou les poireaux. Les volumes de légumes « ratatouille » (poivron, tomates...) bénéficient également d'une hausse significative. A noter que si les achats de fruits et légumes bio (8 % des quantités achetées) continuent

d'augmenter à un rythme soutenu en 2020 (+ 4.9 %), la crise sanitaire n'a pas accéléré cette progression.

Les prix des fruits et légumes frais progressent de 7.3 % en 2020

La progression des prix s'explique par divers facteurs : freins à la production, baisse des importations, hausse des coûts de transport... Pour certaines productions telles que les courgettes ou les choux fleurs, les hausses de prix dépassent les 15 %. Concernant les endives, la baisse des volumes d'achat est largement compensée par le rebond des prix (+ 19 % des ventes en valeur)

Des achats portés par les plus de 60 ans

En effet, s'ils représentent 35.5 % de la population, les sexagénaires et les septuagénaires comptent pour 44.5 % des achats de fruits et légumes frais. A contrario, les jeunes, les quadragénaires et les familles avec bébé ou enfant sont sous représentés dans les achats de fruits et légumes par rapport à leur poids démographique. La fermeture de la restauration hors domicile et l'augmentation du télétravail ont néanmoins davantage profité aux achats des jeunes et des familles avec bébé, enfant ou adolescent (+ 8 % en volume).

Des achats en hausse de 12.6 % en 2020

Evolution des achats de fruits et légumes frais de 2015 à 2020



Sources : FranceAgrimer, CTIFL, INTERFEL : « Achats des fruits et légumes frais par les ménages français pour leur consommation à domicile » d'après des données KANTAR.



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTS-DE-FRANCE

COMMERCE AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE 2020 : le déficit des Hauts-de-France se confirme dans un contexte atypique

2^{ème} secteur exportateur des Hauts-de-France, l'agriculture et l'agroalimentaire a longtemps permis d'atténuer le déficit structurel de la balance commerciale régionale. Or, en 2020 le secteur est déficitaire pour la deuxième année consécutive.

16.3 Md€ d'échanges agricoles et agroalimentaires pour les Hauts-de-France en 2020

Grâce à sa position géographique et ses infrastructures portuaires, la région est leader pour les échanges agricoles et agroalimentaires. Avec 14 % des échanges nationaux les Hauts-de-France se classent en effet au premier rang français. La région se distingue à la fois par son activité importatrice (2^{ème} rang après l'Ile-de-France) et exportatrice (3^{ème} rang après les régions viticoles).

En 2020, les Hauts-de-France ont exporté pour plus de 8 Md€ de produits agricoles et agroalimentaires soit un tonnage de 15 Mt. Plus de ¾ de ces exportations sont issues des départements du Nord et du Pas de Calais.

Un déficit agricole et agroalimentaire régional lié aux produits transformés

En 2020, les importations agricoles et agroalimentaires (+ 1.1 %) augmentent plus vite que les exportations (+ 0.2 %) creusant ainsi le déficit de plus de moitié.

Si les produits bruts sont encore excédentaires (+ 478 M€), le déficit pour les produits transformés s'amplifie pour atteindre - 694 M€.

A noter que la bonne performance des céréales à l'export en 2020 (+ 88 M€), notamment du fait d'un rebond des importations chinoises (+ 260 M€) et algériennes (+ 32 M€), atténue fortement le déficit régional. En revanche, les exportations de produits amylacés enregistrent une chute substantielle de plus de 100 M€. Les préparations à base de pommes de terre ainsi que les légumes et pommes de terre bruts pâtissent de la crise sanitaire avec un recul de leurs exportations de respectivement - 97 M€ et - 60 M€.

Peu de diversification des débouchés

Les exportations de la région sont très concentrées tant au niveau des produits que des pays de destination. En conséquence, les filières agricoles régionales sont particulièrement dépendantes de certains marchés.

En 2020, près du tiers des exportations régionales sont assurées par 3 produits : les céréales (16 %), les produits amylacés (9 %) et le sucre (5.5 %) Par ailleurs, nos 4 principaux partenaires européens, la Belgique (23 %), le Royaume-Uni (11.5 %), l'Allemagne (10 %) et les Pays-Bas (7.5 %) représentent plus de la moitié de nos exportations. Une situation qui interroge d'autant plus que le déficit régional avec la Belgique et les Pays-Bas atteint - 700 M€ en 2020.

Un déficit agricole et agroalimentaire régional de 216 M€ en 2020

Evolution trimestrielle des échanges agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France



Importations
8 277 M€ en 2020
+ 1,1 % sur l'année

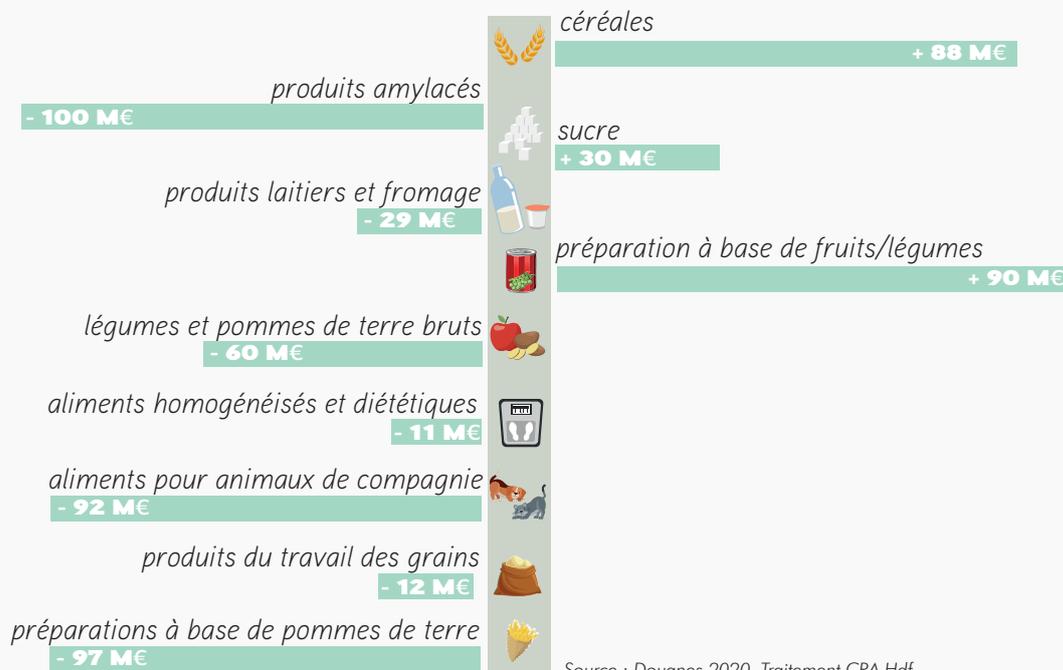
Exportations
8 061 M€ en 2020
+ 0,2 % sur l'année

Déficit commercial
- 216 M€ en 2020
+ 56,5 % sur l'année

Source : Douanes 2015-2020, Traitement CRA hdf

Un repli des exportations pour de nombreuses productions régionales

Evolution 2019/2020 des exportations des 10 premiers produits agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France



Source : Douanes 2020, Traitement CRA Hdf

EMPLOI AGRICOLE : 90 000 emplois directs dans les Hauts-de-France

Les données de la MSA permettent d'avoir une vision fine de l'emploi sur les exploitations agricoles des Hauts-de-France. L'analyse de ces chiffres souligne l'importance de l'agriculture pour l'économie et l'emploi régional mais alerte aussi sur la baisse continue du nombre d'agriculteurs et d'exploitations.

En 2019, plus de 90 000 actifs travaillent sur les exploitations agricoles des Hauts-de-France

Le tiers de ces actifs correspond à des emplois non-salariés et les 2/3 à des emplois salariés

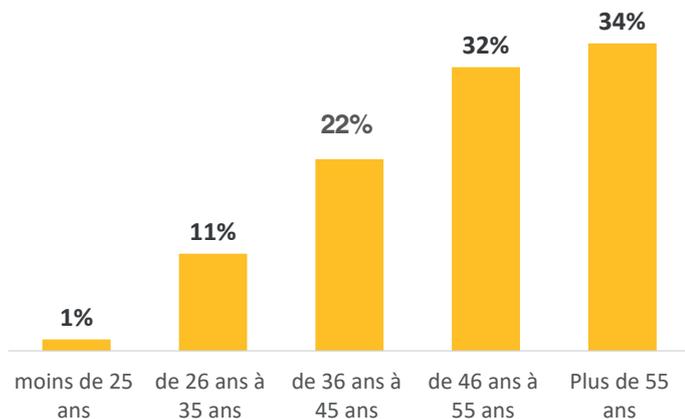
L'emploi non-salarié regroupe les chefs d'exploitations (26 600) et les conjoints et aides familiaux (2 400).

L'emploi salarié agricole dénombre quant à lui l'ensemble des actifs employés sur les exploitations agricoles des Hauts-de-France en 2019 quelque soit le type de contrat et le temps de travail. Au total, **60 600 personnes ont été salariées sur les exploitations régionales en 2019**. Mesurée en équivalent temps plein (ETP), cette main d'œuvre salariée s'élève à près de 20 500. L'écart entre nombre d'actifs et ETP s'explique par **le recours important au travail saisonnier et au contrats courts** en agriculture. Ainsi, les 3/4 des contrats signés étaient des CDD et la grande majorité d'entre eux duraient moins de 6 mois.

Les données de la MSA mettent également en avant l'enjeu de la **transmission des exploitations agricoles**. En effet, plus du tiers des chefs d'exploitations des Hauts-de-France ont plus de 55 ans.

34 % des exploitants ont plus de 55 ans

Répartition des chefs d'exploitation par tranche d'âge dans les Hauts-de-France



Sources : MSA 59-62 et MSA Picardie, Traitement CRA Hdf

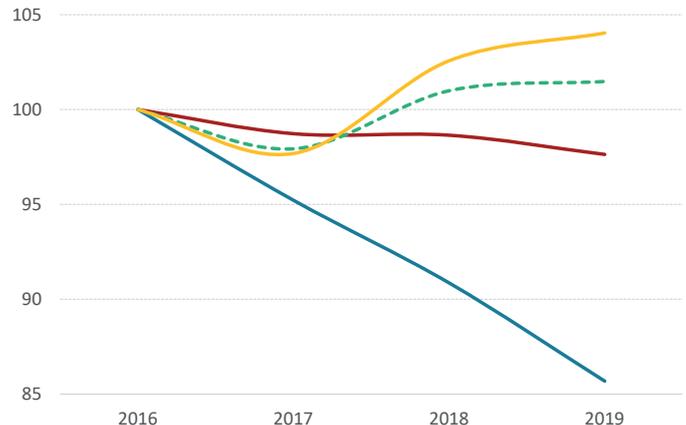
Des évolutions opposées entre emploi salarié et non salarié

Au cours des 3 dernières années, le nombre d'actifs sur les exploitations agricoles est en hausse de 1.5 %. Cette augmentation s'explique exclusivement par **un recours plus important au salariat agricole** (+ 4 % entre 2016 et 2019). Les CDD représentant les ¾ de ces emplois supplémentaires, la hausse des ETP salariés est plus timide (+ 1.9 %)

A contrario, sur la même période, on observe **une baisse continue du nombre de chefs d'exploitation** (- 2.4 %) et **un important recul de la contribution de la famille aux travaux de l'exploitation** (- 14,3 %) Si la baisse des effectifs non-salariés concerne l'ensemble de la région, elle est particulièrement marquée dans le département de l'Aisne.

Une nette diminution de l'emploi agricole non-salarié

Evolution de l'emploi sur les exploitations des Hauts-de-France entre 2016 et 2019 (base 100 : 2016)



60 600 salariés agricoles
+ 4 % depuis 2016

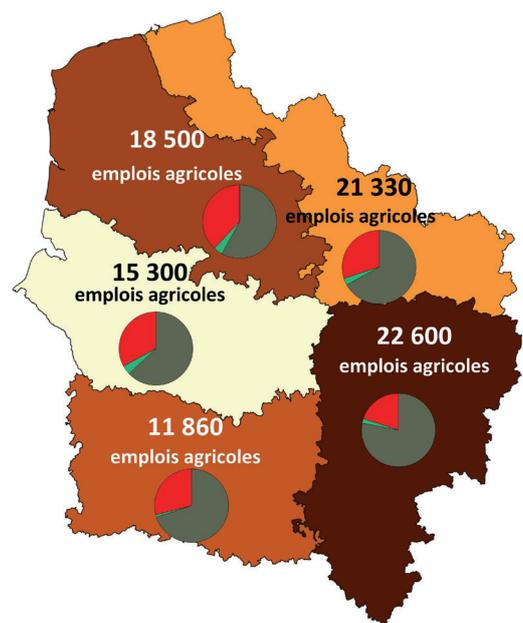
Total actifs agricoles
+ 1,5 % depuis 2016

26 600 chefs d'exploitation
- 2,4 % depuis 2016

2 400 conjoints et aides familiaux
- 14,3 % depuis 2016

Sources : MSA 59-62 et MSA Picardie, 2016-2019, Traitement CRA Hdf

L'emploi agricole direct sur les exploitations des Hauts-de-France



Répartition des emplois agricoles directs en 2019

Chefs d'exploitations
Conjoints et aides familiaux
Salariés agricoles

Evolution du nombre d'exploitation par département entre 2016 et 2019

-2.7 %
-3.0 %
-3.1 %
-3.3 %
-3.9 %

Sources : MSA 59-62 et MSA Picardie, 2016-2019, Traitement CRA Hdf

Économie

Une baisse de 2.1 % de la valeur de la production agricole française en 2020 selon les comptes prévisionnels de l'agriculture. Cette baisse des résultats est davantage liée aux conditions climatiques que sanitaires. La production céréalière, impactée par la météo, recule en effet de plus de 12 %.

Hausse des prix à la production des produits agricoles en début d'année 2021 en particulier pour les céréales et les oléagineux dans un contexte de forte demande chinoise. Les prix des légumes et des viandes issues des gros animaux augmentent également dans une moindre mesure.

Les chefs d'entreprise de l'industrie agroalimentaire estiment à - 6 % la baisse de leurs investissements en 2020 et prévoient une hausse de 9 % en 2021 selon l'enquête sur les investissements dans l'industrie de janvier 2021 (INSEE).

Un milliard d'euros d'aides pour les agriculteurs touchés par le gel annoncé par Jean Castex en partie via la création d'un fond de solidarité exceptionnel.

Emploi

11 300 emplois salariés de moins dans les Hauts-de-France entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 4^{ème} trimestre 2020 selon l'INSEE.

80 300 salariés concernés par l'activité partielle en février 2021 dans les Hauts-de-France contre 637 000 en avril 2020 lors du 1^{er} confinement.

Filières

Des pertes estimées à 10.5 M€ pour la filière avicole des Hauts-de-France du fait de la crise sanitaire soit l'équivalent de 17.5€/m². Les aviculteurs régionaux pâtissent de la chute des prix du poulet sur les marchés belges.

Entre 30 000 et 55 000 hectares de betteraves détruits par le gel selon la CGB notamment dans les Hauts-de-France. Selon le syndicat betteravier les pertes dépasseraient les 600 €/ha.

Des prix de l'agneau au plus haut à Pâques selon l'Idèle et FranceAgrimer. Les cours ont atteint 7.65 € début avril dans un contexte de demande intérieure dynamique.

93 % des Français ont confiance dans les légumes frais qu'ils consomment selon le baromètre de confiance envers les fruits et légumes d'Interfel et de FranceAgriMer.

Création de l'association d'organisation de producteurs « Porc Grand Ouest », réunissant 10 organisations de producteurs. L'association rassemblera la moitié de la production française soit l'équivalent de 11,5 millions de porcs commercialisés. Dans le cadre de la prochaine PAC, l'AOP compte sur l'extension des programmes opérationnels à de nouvelles productions comme source de financement.

Création d'une association d'organisation de producteurs de viande bovine "ElveAOP" par le réseau Elvéa France. La structure représentera 20 % de la production nationale et regroupera une vingtaine d'organisations de producteurs avec environ 15 000 éleveurs.

Lancement d'une centrale d'achat de matériels agricoles par le réseau des Cuma afin de faire face à l'augmentation continue des prix des matériels. 40 % des Cuma en France ont adhéré à la centrale « CamaCuma »

Depuis 1982, les sols artificialisés en France augmentent en moyenne de 57 600 hectares (ha) par an, les sols naturels de 8 300 ha alors que les terres agricoles perdent 65 900 ha chaque années (données TERUTI).

Agroalimentaire

Danone investit 25 M€ dans son usine Bledina de Steenvoorde (59). Une nouvelle unité de production devrait être mise en route au 2nd trimestre 2021 et créera une quinzaine d'emplois. L'entreprise investira par ailleurs près de 9 M€ dans son usine de Bailleul (59).

Nigay installe une deuxième ligne de production dans son usine de Nesle (80). Le fabricant de caramel bénéficiera d'une subvention du plan de relance pour ce projet qui devrait permettre d'embaucher 6 salariés et de doubler sa capacité de production.

Un nouveau siège social pour Lesaffre en construction entre Marcq-en-Baroeul et Marquette-lez-Lille (59). A terme, le projet de 45 M€ regroupera sur un même site les 700 salariés du spécialiste des levures et de la fermentation travaillant sur la métropole lilloise.

Délice des 7 vallées construit un nouveau bâtiment à Tincques (62) pour augmenter ses

capacités de production. L'investissement de 17 M€ permettra au fabricant de doubler son usine actuelle et de développer ses marchés en Europe ainsi que sur les continents américain et asiatique.

CHN Industrial fermera son site de Tracy le Mont (60) en septembre 2022. L'usine du constructeur d'engins agricoles emploie actuellement 73 salariés.

Scanstone crée une filiale française dans la Somme. Dans un contexte de Brexit, l'entreprise écossaise de matériel de travail du sol et de récolte de pommes de terre s'implante à Chépy (80) afin de faciliter les démarches administratives et de développer ses ventes en Europe.

Développement durable

Un amendement prévoyant un objectif de 25 % de matériaux biosourcés dans les constructions et rénovations publiques à partir de 2028 a été adopté par l'assemblée nationale. L'amendement cite notamment le bois, le chanvre, la paille, le miscanthus et le lin.

Une nouvelle chaudière pour la sucrerie TEREOS d'Origny Sainte Benoite (02). Réalisée en partenariat avec SUEZ, l'installation produira une énergie thermique alternative et permettra de couvrir près de 40 % des besoins énergétiques du site tout en créant 50 emplois. La mise en service est prévue pour 2024.

Adoption d'un amendement renforçant les objectifs de la restauration collective dans le cadre de la loi Egalim. En plus des objectifs initiaux, au moins 60 % des viandes bovines, porcines, ovines, volailles et des produits de la pêche devront être de qualité (sous signe de qualité, bio, HVE, commerce équitable...)

Transport

Un agrandissement sur 14 ha du Terminal des Flandres du Port de Dunkerque. Moyennant 14 M€, les travaux démarreront avant l'été pour se terminer fin aout.

Signature de l'arrêté environnemental permettant le lancement des travaux du canal Seine-Nord. L'autorisation, signée par la préfète de l'Oise, concernera les 18.7 premiers kilomètres du canal entre Compiègne et Passel.